



UNIVERSITÄTS-  
BIBLIOTHEK  
HEIDELBERG

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52963

---

#### Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

präziser Begrifflichkeit zu monieren, angefangen mit der unklaren Bedeutung des Wortes »Expansion«. Dieses Buch vermittelt aber mehrere Einsichten, die für den deutschen Normalleser wie für den Historiker wichtig sind. Zum einen wird hier zum Exempel deutlich, wie begrenzt Geschichtswerke sind, die, aus welcher Perspektive auch immer, rein nationalgeschichtliche Gegenstände umfassen. Die deutsche Politik wie etwa auch die französische wird nur verständlich, wenn sie in einen größeren Rahmen eingebettet ist, wenn Kräfte und Gegenkräfte im internationalen Kontext sichtbar werden und wenn im Vergleich zwischen den Nationen und Staaten hervortritt, was national spezifisch, was zeitgebunden und was allgemein ist. Wie kann man über deutsche »Expansion« schreiben, ohne von der Politik der deutschen Nachbarn zu handeln? Wenn wir über Deutschland schreiben, muß von Europa die Rede sein: Gerade deutsche Historiker, die oft bei aller Freude am »Paradigmawechsel« die nationale Begrenzung ihres Blickfelds nicht überwunden haben, sollten dieses Buch und seine unbeabsichtigten methodologischen Lehren aufmerksam zur Kenntnis nehmen.

Aber wichtiger noch sind die politischen Schlußfolgerungen, die hier nahegelegt werden. Dieses Buch ist keineswegs, wie es oberflächlich scheinen mag, aus einer deutschenfeindlichen Perspektive geschrieben, im Gegenteil: Der Vf. macht aus seinem Verständnis für das politische Handeln der Deutschen, wie er es sieht, keinen Hehl. Aber es ist wichtig, an diesem Beispiel zu erkennen, wie festgewurzelt bestimmte Stereotypen des französischen Deutschlandbildes sind. Wer in Deutschland von »Wiedervereinigung«, wer von »Mitteleuropa« redet, muß wissen, welche Gefühle und Bilder er bei unseren französischen Nachbarn – und nicht nur bei ihnen – auslöst. Da nützt es wenig, politische Ambitionen unter den Scheffel zu stellen. Die Skepsis bleibt. »Anfang 1981,« berichtet der Vf., »betonte Bundeskanzler Schmidt, daß die Bundesrepublik keine Führungsposition beanspruche,« und kommentiert: »Besteht ihr Ideal demnach darin, eine Regionalmacht – das heißt, eine Mittelmacht – zu sein? Ein wenig mehr doch wohl zweifellos...« (S. 413). Die deutsche Frage bleibt auch in Zukunft eine europäische Frage, mögen die Deutschen dies wollen oder nicht. An uns ist es, auf die deutsche Frage europäische Antworten zu finden.

Hagen SCHULZE, Berlin

Die geteilte Utopie. Sozialisten in Frankreich und in Deutschland. Biographische Vergleiche zur politischen Kultur, hg. von Marieluise CHRISTADLER, mit einem Vorwort von Alfred GROSSER, Opladen (Leske + Budrich) 1985, 379 p.

Voici déjà imprimés en RFA les actes du colloque tenu à Paris au printemps 1983 sous l'égide de l'Office franco-allemand de la jeunesse et sous l'impulsion de Marieluise Christadler, spécialiste de l'histoire des relations politiques et culturelles franco-allemandes. Regroupant les contributions pertinentes d'historiens confirmés de part et d'autre du Rhin, l'ouvrage présente un triple intérêt. D'abord, il nous offre des biographies comparées de socialistes démocrates allemands et français qui, depuis J. Jaurès et A. Bebel jusqu'à F. Mitterrand et W. Brandt, partagent le même idéal visant au libre développement de tout individu, la désaliénation du travail et l'établissement d'une société de solidarité. Ensuite, comme il ne se contente pas de biographies des seuls hommes politiques, il nous donne des études sur la vie d'hommes et de femmes qui ont agi au nom du socialisme dans les domaines les plus divers; par exemple, le féminisme avec H. Auclert et C. Zetkin, le syndicalisme avec L. Jouhaux et H. Böckler, l'histoire avec A. Mathièz et G. Mayer, l'éducation avec C. Freinet et A. Reichwein, la littérature avec P. Nizan et E. Toller, la chanson avec J. Ferrat et W. Biermann, le protestantisme avec G. Casalis et H. Gollwitzer; aux lecteurs français sont ainsi offertes pour la première fois des biographies courtes mais denses de la féministe H. Auclert, du journaliste G. Hervé et de l'homme politique M. Sembat. Enfin et surtout, comme l'écrit A. Grosser dans



son préambule, cette comparaison entre des biographies de socialistes allemands et français n'est pas une recherche de ressemblances à tout prix mais permet de mettre en valeur, compte tenu des contextes nationaux et des destins individuels, les divergences comme les convergences dans des vies humaines animées par la même »Weltanschauung«.

Aussi, plutôt que de rendre compte systématiquement de toutes les biographies comparées, nous préférons ici insister sur les différences et les ressemblances essentielles perceptibles entre socialistes français et allemands à travers plus d'un siècle de combat et trois générations de militants socialistes. En commun, socialistes français et allemands ont le milieu d'origine, l'appartenance à une minorité ethnique ou religieuse, la formation scolaire ou universitaire, l'impératif pédagogique. Le milieu social dont sont issus la plupart des socialistes est, en Allemagne comme en France, bourgeois ou petit bourgeois: bourgeoisie possédante pour Blum, Mitterrand, Toller, Marcuse et Hilferding; bourgeoisie cultivée pour Jaurès, Sartre, Casalis et Gollwitzer; moyenne bourgeoisie du service public pour Sembat et Nizan; petite bourgeoisie issue du prolétariat ou menacée de prolétarianisation pour Bebel, Böckler, Mathièz, Freinet et Hervé. Font exception Jouhaux, Brandt et les chanteurs Biermann et Ferrat qui sont originaires du milieu prolétarien ouvrier. L'appartenance à une minorité ethnique ou religieuse a favorisé l'option pour le socialisme; en Allemagne, de jeunes intellectuels de la bourgeoisie juive comme Toller, Mayer ou Hilferding deviennent socialistes pour surmonter la »mise en quarantaine« de la bourgeoisie juive et fonder leur propre identité. K. Schumacher, symbole des souffrances puis du renouveau de la SPD après 1945, appartient à la minorité allemande protestante de la province Westpreussen à majorité catholique. En France, les protestants sont »surreprésentés« dans le mouvement socialiste et leur engagement à gauche paraît lié à une attitude traditionnelle de rébellion ou de contestation contre l'Etat clérical catholique à tel point qu'il est possible d'établir par exemple pour les protestants des Cévennes une filiation entre »camisards« du XVII<sup>e</sup> siècle et »maquisards« de la Seconde guerre mondiale. En Allemagne comme en France, la qualité de la formation scolaire et universitaire enrichit chez les socialistes la réflexion sur la théorie et la pratique du socialisme. Si parmi les socialistes de la première génération, Jouhaux, Bebel et Böckler sont des autodidactes et n'ont bénéficié que d'une éducation primaire, la grande majorité des socialistes a fréquenté les universités alors même que jusque dans les années 1930 l'»establishment« universitaire allemand et français était réfractaire au marxisme. Chez tous les socialistes, l'engagement pour leur idéal s'accompagne constamment d'une volonté d'éducation: très souvent professeurs, instituteurs, journalistes ou juristes de formation et de profession, ils veulent enseigner le socialisme qui est selon Blum »une morale, presque une religion«.

Comme les ombres composent un tableau avec les zones de lumière, ces convergences s'accompagnent de divergences sensibles. Il n'est point besoin de s'arrêter aux différences évidentes dominées par la politique immédiate et la conjoncture, comme les positions actuelles opposées des socialistes français et allemands sur le problème des armements en Europe. Il est plus intéressant de souligner les différences fondamentales entre socialismes français et allemand qui portent sur leur degré d'organisation et de bureaucratisation, leurs modèles et référents historiques, leur approche de la patrie et de l'Etat, les relations avec les bourgeoisies libérale et démocratique, leur possibilité d'intégration à la société civile et leur capacité d'action sur elle. L'organisation et la bureaucratisation du mouvement socialiste sont incomparablement plus développées en Allemagne qu'en France: d'où une position et des résultats différents dans chaque pays: en Allemagne, le syndicalisme s'est solidement implanté, les intérêts des ouvriers allemands ont été institutionnalisés et codifiés et après 1945, en réalisant l'unité du syndicalisme en RFA, Böckler réussit ce que manqua Jouhaux en France. En revanche, le syndicalisme français, marqué par une tradition révolutionnaire contre l'Etat jacobin centralisé, s'avère plus proche de sa base ouvrière et semble bénéficier d'une plus grande liberté d'action sur les plans local, régional et des entreprises. Et si le fétichisme de l'organisation chez les sociaux démocrates a pu, selon Jaurès, masquer leur incapacité d'agir, il



faut aussi reconnaître que le défaut d'organisation a sérieusement handicapé le mouvement féministe français jusque dans les années 1960. La bureaucratisation plus faible du socialisme français y a favorisé l'existence de courants différents et une large palette de variantes idéologiques: le socialisme allemand aurait été plus fort par la théorie et le socialisme français par sa pratique et sa diversité; d'où, par exemple, le contraste très accusé entre l'éclectisme d'un Sembat aspirant à regrouper dans le socialisme syndicalistes révolutionnaires et républicains socialistes et la théorie d'Hilferding sur le «capitalisme organisé», étape nécessaire vers la démocratie économique: d'où aussi l'incontestable succès de F. Mitterrand qui arrive, dans la tradition du grand rassemblement jaurésien, à porter au pouvoir un parti socialiste aussi divers alors que celui de W. Brandt fut plutôt de sortir la socialdémocratie de son «ghetto» et de l'intégrer complètement à la société allemande.

En raison de l'histoire de chaque nation, la référence à des exemples historiques et la relation au passé sont beaucoup plus fortes chez les socialistes français que chez les socialistes allemands. La France a connu «sa grande révolution» alors que l'Allemagne est le pays «sans révolution» ou celui des «révolutions avortées»: le socialisme français peut ainsi se proclamer héritier et réalisateur de toutes les potentialités de la révolution de 1789; en revanche, le socialisme allemand ne peut s'appuyer sur aucune tradition victorieuse. L'histoire est impietoyable pour les socialistes! Pour s'identifier au passé national, F. Mitterrand n'eut qu'à aller au Panthéon alors que pour renouer avec la part de l'Allemagne démocratique vaincue et oubliée, W. Brandt dut s'agenouiller devant le mémorial aux victimes du ghetto de Varsovie. Au-delà de ces images-choc se profile en fait la différence sans doute la plus décisive entre socialisme français et socialisme allemand, à savoir leur rapport différent avec leur Etat national et avec la bourgeoisie libérale et démocratique de chaque pays. Le socialisme français est un socialisme républicain et depuis l'affaire Dreyfus, le socialisme est pratiquement intégré à la République; de Jaurès à Mitterrand et y compris les communistes depuis 1945, il vise toujours à la synthèse entre république et socialisme. Au contraire, le socialisme allemand n'a pu se développer qu'en marge de l'Etat impérial. Malgré leur importance numérique et leur solide organisation, les sociaux démocrates ont été toujours extérieurs à la société bourgeoise allemande. La courte République de Weimar n'aurait pas suffi à opérer la synthèse entre république et socialisme. Grâce au consensus républicain le socialisme français a pu réaliser une alliance même conflictuelle avec le libéralisme bourgeois et surtout la bourgeoisie radicale. En Allemagne, la rupture s'est opérée rapidement entre socialisme et libéralisme bourgeois, entre démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne et même certains socialistes ont été fascinés par la métaphysique allemande de l'Etat. Même si certains socialistes français tentés par un socialisme national, comme G. Hervé, ont rejoint le Pétainisme, le socialisme français est indissociable de la République et de l'héritage de 1789. En Allemagne, menant la lutte contre «l'esprit de l'Ouest», un Niekisch devient national-bolcheviste, puis recherche une voie «allemande» vers le socialisme et participe à la fondation de la RDA. Toutefois, aujourd'hui, bien intégrés à la vie politique démocratique de la France et de la RFA, nos deux socialismes semblent de plus en plus proches. La SPD s'avère l'héritière de la tradition bourgeoise démocratique allemande et le parti socialiste, avec le déclin du radicalisme et avec la levée de l'hypothèque communiste – peut-être insuffisamment prise en compte dans notre ouvrage – s'est «radicalisé» à travers le mendésisme et le mitterrandisme. En définitive, ces deux socialismes visent surtout à transférer le libéralisme bourgeois de la vie politique à la vie économique et sociale.

Ce bref et incomplet compte-rendu n'a pu donner qu'un pâle reflet de la richesse stimulante de cette histoire comparée des deux socialismes à travers la vie d'hommes et de femmes en lutte pour le même idéal et il est souhaitable qu'une traduction mette rapidement cet ouvrage pertinent à la disposition des lecteurs français.

Jean-Marie FLONNEAU, Orléans